

Le 30 avril 2019

Réf. : Négociations de l'Organisation mondiale du commerce relatives aux subventions à la pêche

Votre Excellence,

Cette année sera une année charnière pour les océans du monde.

Nous vous exhortons à honorer le mandat ministériel de décembre 2017, par lequel les membres de l'Organisation mondiale du commerce se sont engagés à adopter d'ici fin 2019 « un ensemble de mesures efficaces visant à interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche et à éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée ». Les mois à venir s'annoncent décisifs pour la réalisation de cet engagement et l'atteinte d'ici 2020 de la cible 14.6 des Objectifs de développement durable des Nations Unies, acceptés par le monde entier en 2015.

Bien que les subventions à la pêche accordées dans le monde ne soient pas toutes nuisibles, des estimations globales montrent que les gouvernements déboursent près de 20 milliards de dollars¹ de subventions qui accroissent les capacités de pêche. Ces aides dangereuses qui visent à compenser les dépenses liées à la consommation de carburant, à l'achat de matériel et à la construction des navires, et à permettre aux acteurs du secteur de pêcher plus loin et plus longtemps, favorisent des niveaux de pêche non durables. L'application de la théorie économique au secteur de la pêche révèle par ailleurs que dans une pêcherie en libre accès, les subventions visant à accroître les revenus ou réduire les coûts améliorent les bénéfices marginaux à chaque niveau de l'activité de pêche et augmentent donc l'activité de pêche globale.²

En 2018, le rapport « La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a estimé qu'un tiers des stocks de poisson étaient victimes d'une exploitation non durable et que 60 % de ces stocks ne pouvaient être pêchés plus intensivement sans risque pour leur durabilité.³ Des décennies de surpêche ont fortement dégradé la santé des océans et contribué à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, aux déséquilibres des écosystèmes, aux distorsions des marchés et au chômage. Aggravée par le déboursement de subventions aux effets néfastes, cette situation pose de sérieuses difficultés sur les plans social, environnemental et économique pour les plus d'un milliard de personnes dont les produits de la mer constituent la principale source de protéines et les plus de 40 millions de personnes dont la pêche est la principale source de revenus³.

Les membres de l'OMC doivent sans tarder saisir cette occasion de sauver les océans du monde et les modes de vie de nombreuses communautés côtières en s'attaquant à l'une des causes de la surpêche à l'échelle mondiale. Si les négociations aboutissent à une issue favorable, ils prouveront au reste du monde qu'une coopération multilatérale peut changer les choses à l'échelle de la planète tout entière. Après les nombreux cycles de négociations sur les subventions à la pêche qui ont eu lieu depuis la conférence de Doha en 2001, ces négociations constituent une opportunité de montrer la vitalité et l'efficacité de l'OMC, mais également de montrer la voie en prenant à bras le corps un problème qui concerne le monde entier.

Nous, les 59 organisations soussignées, soutenons les efforts déployés par les membres pour conclure d'ici décembre 2019 un accord ambitieux visant à mettre un terme aux subventions à la pêche néfastes et à assurer un avenir durable à nos océans et aux vies qui en dépendent.

Sincères salutations,

¹ Sumaila, U. Rashid, et al. "A Bottom-up Re-Estimation of Global Fisheries Subsidies." *Journal of Bioeconomics*, vol. 12, no. 3, 2010, pp. 201-225., doi:10.1007/s10818-010-9091-8.

² Porter, G. *Fisheries Subsidies and Overfishing: Towards a Structured Discussion*, Geneva: United Nations Environmental Programme. 2001. (http://www.unep.ch/etu/etp/acts/capbld/rdtwo/FE_vol_1.pdf)

³ FAO. 2018. *The State of World Fisheries and Aquaculture 2018 - Meeting the sustainable development goals*. Rome.

Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.



ANA: Asociación Asturiana de Amigos de la Naturaleza



Archipelagos Institute of Marine Conservation



BirdWatch Ireland



BLOOM



ClientEarth



Coalition Clean Baltic



Colectivo Ecologista de Avilés



Coordinadora Ecologista d'Asturies



Depana



Deutsche Umwelthilfe e.V. (Environmental Action Germany)



DSCC



Ecologistas en Acción



EcoTrust Canada



**El Chorlitejo
Plataforma para la defensa del litoral del sureste de Gran Canaria**



Environmental Pillar



European Environmental Bureau (EEB)



FishAct

FishAct



Forum Umwelt und Entwicklung (Forum for Environment and Development)



Fundació ENT



Fundación Lonxanet para la pesca sostenible



GEOTA



Gesellschaft zur Rettung der Delphine (Society for the Rescue of Dolphins)



Global Fishing Watch



GLOBAL OCEAN TRUST

Global Ocean Trust



Green Budget Europe



Humane Society International (HSI)



International Fund for Animal Welfare (IFAW)



International Institute for Environment and Development (IIED)



International Institute for Sustainable Development (IISD)



Landsforeningen Levende Hav (Living Sea Denmark)



LPN: Liga para a Protecção da Natureza



Marine Conservation Institute



MEER e.V.



Mission Blue



NATURSCHUTZINITIATIVE eV (NI)



Natural Resources Defense Council, Inc. (NRDC)



Ocean Conservancy



Ocean Unite



Oceana



OceanCare



Oceanografica



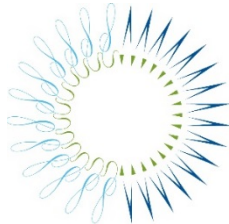
Ondarroa 12 Milia



Our Fish



Pechethique



The Pew Charitable Trusts



PONG-Pesca



Posidonia Green Project



Pro Wildlife



Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza (ANCN)



Sciaena



SeaChoice



Sea First Foundation



Sea Shepherd France



Seas at Risk



Sociedade Portuguesa para o Estudo das Aves (SPEA)



Submen



The Nature Conservancy (TNC)



Whale and Dolphin Conservation



World Wildlife Fund for Nature (WWF)